



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MEAE_26011_DIL_MOE_BREIL IV

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

POUR LES TRAVAUX DE SECURISATION PERIPHERIQUE DU BATIMENT BREIL IV

Date limite de remise des offres :

Mardi 3 mars 2026, 12H00 (heure locale de Paris)

Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, pleinement engagé pour des achats durables et responsables

Au travers de ses achats, le ministère affirme son adhésion à des valeurs d'égalité et au respect de l'environnement.

L'enjeu majeur d'aujourd'hui et de demain, pour nos services comme pour nos prestataires, est de s'inscrire dans des pratiques vertueuses.

La réglementation relative aux marchés publics amène les acheteurs à traduire, dans l'expression de leurs besoins, des objectifs et des engagements en termes :

- d'insertion sociale et de lutte contre les discriminations,
- d'égalité, de parité et de diversité,
- de considérations et dispositions environnementales.

A ce titre, le ministère entend, par son plan d'action pour des achats publics durables :

- assurer l'exemplarité de l'État dans l'application des principes d'égalité et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE),
- faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes et la diversité au sein de la communauté de travail du ministère et de ses prestataires,
- augmenter la part des achats durables à travers la mise en place de bonnes pratiques, d'actions pérennes et mesurables.

Le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ces domaines au sein de leurs entreprises. Il est aussi attentif aux choix de ses contractants et au suivi des engagements pris pour la réalisation des prestations.



Depuis 2017, le ministère détient le label « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » décerné par l'Agence française de normalisation (AFNOR), et depuis novembre 2023, le label « Diversité ».

Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers.

1 – Conditions de la consultation

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation de maîtrise d'œuvre pour les travaux de sécurisation périmétrique du bâtiment Breil IV.

Code CPV : 71000000-8 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.

1.2. Allotissement

Le présent marché ne fait l'objet d'aucun allotissement, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes (article L.2113-10 du Code de la Commande Publique)..

1.3. Forme et étendue

Il s'agit d'un marché conclu à prix forfaitaires.

1.4. Procédure de passation

Le présent marché est conclu selon une procédure adaptée (articles L.2120 2°, L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du CCP).

1.5. Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de **24 mois**.

Le marché est reconductible tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois.

La durée maximale du marché est de 48 mois.

1.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. .

1.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue par le marché.

1.8. Décomposition du marché

Le marché est décomposé en 2 tranches :

Tranche ferme	<ul style="list-style-type: none">○ Conception pour l'ensemble des phases (ESQ →ACT)○ Exécution de la phase 1 (DET/VISA/AOR)
Tranche optionnelle	<ul style="list-style-type: none">○ Exécution de la phase 2 (DET/VISA/AOR)

Etant entendu que chaque tranche doit constituer un ensemble cohérent, la conception et réalisation de la tranche ferme doit assurer un fonctionnement opérationnel des installations créées avec ou sans l'affermissement de la tranche optionnelle.

1.9. Considérations sociales

Le MEAE souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa **politique d'achats responsables**. Le MEAE s'engage pour la prévention des discriminations, la diversité et **l'égalité entre les femmes et les hommes**. Il met en œuvre dans ce cadre un plan d'action en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, un dispositif de « Tolérance zéro » vis-à-vis de toute discrimination, harcèlement moral comme sexuel, violence sexuelle et agissement sexiste, ainsi que des mesures visant notamment à promouvoir l'insertion des personnes en situation de handicap. Il s'inscrit dans le cadre dans la démarche de labellisation « Diversité » et « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » de l'AFNOR.

Compte tenu de ces orientations, il sera demandé à l'attributaire du marché de compléter un questionnaire sur une plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Ce questionnaire n'a pas de valeur contraignante. Toutefois, il est demandé à l'attributaire de le transmettre avant la date de notification du marché.

2 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation ;
- Le contrat (AE-CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : En cas de groupement ;
 - Annexe 2 : Décomposition du prix global et forfaitaire ;
 - Annexe 3 : Programme
 - Annexe 4 : Engagement de confidentialité
 - Annexe 5 : Convention EDIFLEX

3 – Echanges électroniques

○ Dépôt des offres

La date limite pour la présentation d'une offre a été fixée au **03/03/2026 à 12H00**, heure de Paris. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les offres sont transmises en une seule fois via PLACE.

○ Questions-Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir, au plus tard 6 (six) jours calendaires avant la date limite de remise, leurs questions et demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 4 (quatre) jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Aucune demande de précision par téléphone ne sera prise en compte.

○ Modifications du DCE

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

- **Prolongation de la date limite de remise des offres**

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du Code de la Commande Publique (CCP).

- **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de leur date de réception.

4 – Justificatifs de candidature

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- Les formulaires [DC1 et DC2](#) complétés ou [DUME](#) ;
- Un **extrait K ou Kbis** de moins de 3 mois (à défaut, pour les candidats établis à l'étranger, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ;
- **Inscription à l'ordre des architectes** comme habilité à exercer des missions de conception, d'aménagement intérieur et extérieure, d'urbanisme, de suivi et d'assistance à la réception des travaux ;
- **Certificats professionnels** ou équivalents concordants aux compétences demandées à l'article 5 du programme ;

- Présentation d'une liste des principales **prestations similaires réalisées au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- Conformément à l'article 9 du CCAG-MOE, l'acheteur exige que les candidats disposent des **assurances** nécessaires à l'exercice de leur fonction ;
- En cas de **sous-traitance**, le formulaire [DC4](#) complété.

La forme du groupement n'est pas imposée. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

5 – Justificatifs de l'offre

- Le **contrat et ses annexes** complétés et signés ;
- La **décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) complétée** ;
- Un **mémoire technique**;
- Un **RIB**.

6 – Jugement de l'offre

Le jugement des offres se fera selon l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'analyse des offres se fera sur la base de critères ci-après définis :

- Prix 40%**

L'analyse des prix se fonde sur l'annexe financière décomposée comme suit :

- Tranche ferme : 25%
- Tranche optionnelle : 15%

Méthode de notation du critère prix :

Note par tranche = (prix de la tranche le plus bas/prix de la tranche examinée)
*pondération affectée à la valeur prix

La somme des notes par tranche donne la note finale du critère prix.

○ **Démarche environnementale 10%**

Le candidat décrit sa démarche mise en œuvre pour alléger l'impact carbone des flux numériques objet du présent marché incluant les modalités de transmissions des documents proposées pour les prestations objet du présent marché (espace de travail collaboratif, livrables etc.)

○ **Qualité technique 50%** apprécié à partir des sous-critères suivants :

Compréhension des besoins	Description de la compréhension du sujet, de ses enjeux et de leur appropriation par l'entreprise.	10%
Méthodologie	Organisation proposée par l'entreprise en adéquation avec les prescriptions du cahier des charges	15%
Calendrier prévisionnel	Une attention particulière sera portée à la proposition d'un planning, à sa pertinence, à son réalisme au regard de la spécificité du projet et à l'identification claire de jalons ou potentiels points de blocage.	15%
Moyens humains	L'entreprise remet une note précisant le déploiement de ses ressources/capacités (moyen mobilisables) pour répondre aux exigences particulières du marché.	10%

L'acheteur applique une note technique éliminatoire pour toute note inférieure ou égale à 35/60. Les offres éliminées ne seront pas analysées sur le critère prix.

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec le nombre de candidats de son choix.

7 – Attribution

Conformément à l'article R.2144-4 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de compléter son dossier par un acte d'engagement et de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus à l'article R.2143-7 (impôts, taxes, contributions ou attestations sociales) ainsi que les attestations d'assurance.

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, la personne publique n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

8 – Langue et contentieux

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français. En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au **Tribunal Administratif de Paris** - 7 Rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél : 01 44 59 44 00 - Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé du rôle de médiateur est le **Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics** - 5 Rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 1.